

**Institut national de l'information géographique et forestière (IGN)**

Etablissement Public de l'Etat à caractère administratif

73 avenue de Paris

94160 Saint-Mandé

Code T.V.A. de l'IGN : FR18180067019

Représenté par M. Sébastien SORIANO, Directeur général de l'IGN,  
nommé par décret du 16 décembre 2020 (JORF du 17 décembre 2020)

## **REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)**

*Procédure adaptée*

*Articles L2123-1, R.2123-1, R2123-4 et R2123-5, R.2131-12 du Code de la commande publique*

**GBM 25015**

**Travaux de modification des systèmes de sécurité incendie sur le site de  
l'IGN à Villefranche sur cher (41)**

**Service responsable de la passation du marché :**

Secrétariat Général  
Service des Achats et des Marchés  
Département des marchés  
73 avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé CEDEX

**Date limite de remise des offres :**

**Le lundi 14 avril à 12h00 heures (heure de Paris)**

**RC – Travaux de modification des systèmes de sécurité incendie sur le site de l'IGN à Villefranche sur cher (41)**

# SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION .....	3
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE .....	3
ARTICLE 3 – PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	6
ARTICLE 4 – ETUDE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES.....	9
ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....	11
ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHE.....	11
ARTICLE 7 – DROIT A L'INFORMATION ET RECOURS .....	12
ARTICLE 8 – DONNEES PERSONNELLES .....	13

## ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet des travaux de modification des installations de SSI existantes sur le site actuel de Villefranche-sur-Cher (41).

Lieu d'exécution : IGN Sologne, 218 route de Tours, 41200 Villefranche-sur-cher

## ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation

Il s'agit d'un marché de travaux, passé selon la procédure adaptée en application des articles R.2123-1, R2123-4 et R2123-5, R.2131-12 du Code de la commande publique.

### ■ Forme du marché

La forme retenue pour l'exécution du contrat est un marché ordinaire mono attributaire en application des articles L2111-1 à 2, R2111-4 et R2112-6 du Code de la commande publique.

Les prestations seront réglées à prix forfaitaires.

### ■ Décomposition en lots :

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'acheteur a décidé de ne pas allouer l'accord-cadre. La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

### ■ Montants du marché :

Le marché est conclu sans montant minimum ni maximum.

### ■ Durée du contrat

Le présent marché est conclu à compter de la date de réception de sa notification.

Il s'achèvera à l'expiration du délai de parfait achèvement ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées.

Le délai d'exécution des travaux est défini conformément au calendrier prévisionnel d'exécution fourni en annexe. Ce calendrier indique la durée et la date probable de départ de son délai d'exécution. Le délai d'exécution commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

### ■ Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code CPV	Libellé CPV
31625100-4	Systèmes de détection d'incendie
44482000-2	Dispositif de protection contre l'incendie
45312100-8	Travaux d'installation de systèmes avertisseurs d'incendie
45343000-3	Travaux d'installation de dispositifs de prévention contre les incendies

**RC – Travaux de modification des systèmes de sécurité incendie sur le site de l'IGN à Villefranche sur cher (41)**

### ■ Variantes :

Les variantes ne sont pas autorisées.

### ■ Visites obligatoires

Préalablement à la remise de son offre, chaque candidat est tenu de réaliser une visite des lieux. Il est vivement conseillé aux candidats de prendre connaissance de l'ensemble des pièces du dossier de consultation avant de prendre rendez-vous pour la visite.

Les visites s'organisent sur rendez-vous auprès du site de Villefranche :

- M. Olivier CORNET, Chargé du site de Villefranche-sur-Cher, tel : 07 56 11 47 67, [olivier.cornet@ign.fr](mailto:olivier.cornet@ign.fr)
- Isabelle Michenet : [isabelle.michenet@ign.fr](mailto:isabelle.michenet@ign.fr)

Les candidats en font la demande au plus tard 8 jours avant la date de remise des offres.

Les modalités des visites s'effectuent dans des conditions de stricte égalité des candidats et en présence d'un représentant de l'IGN.

La visite a pour objectif de permettre à chaque candidat d'apprécier la consistance des travaux à réaliser et d'appréhender la disposition des lieux, les difficultés d'exécution et d'accès.

Chaque candidat est informé des modalités suivantes :

- Les échanges au cours de la visite sont limités à la seule prise de connaissance du site, sans que ne soit délivrée aucune autre information dont l'objet serait autre que la seule description physique et fonctionnelle du site ;
- Les prises de photographie sont autorisées, sauf avis contraire.

Aucune réponse n'est apportée oralement et toutes les questions complémentaires doivent être formulées par écrit dans les conditions prévues au présent Règlement de la Consultation (RC).

A l'issue de la visite :

- un certificat de visite signé est transmis au candidat qui joint la copie à son offre. Ce certificat sera délivré lors de la visite obligatoire.
- chaque candidat est réputé connaître parfaitement les lieux.

En conséquence, il ne peut se prévaloir d'un manque d'information pour prétendre à une quelconque prolongation des délais, ni élever de réclamation ou former de demande ultérieure tirée d'une prétendue méconnaissance du site, ainsi que des contraintes techniques que comportent les prestations objet de la présente consultation.

### ■ Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de six (6) Mois à compter de la date limite de remise des offres.

### ■ Groupement d'opérateurs

Chaque candidat peut se présenter seul ou en groupement.

Toutefois, un même candidat ne peut pas se présenter en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et en qualité de membre d'un ou de plusieurs groupements d'opérateurs. Aussi, un même candidat ne peut pas faire partie de différents groupements.

Dans le cas d'une candidature groupée, les candidats respectent les dispositions des articles R. 2142-19 à R. 2142-27 du code de la commande publique. Le groupement peut être conjoint ou solidaire.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement au titre de ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution des prestations.

En cas de groupement conjoint, la répartition des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter est précisée dans les documents remis par le candidat.

Si la répartition des prestations ne peut pas être précisée, le candidat attributaire est tenu de modifier la forme du groupement dans le cadre d'une mise au point avant la notification du marché, afin que le groupement revête un caractère solidaire.

Seul le mandataire est habilité à signer la candidature et l'offre du groupement.

L'acte d'habilitation attestant de la capacité du mandataire à signer le marché au nom et pour le compte des membres du groupement est joint à la candidature du groupement.

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation

Conformément à l'article R 2132-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met gratuitement à disposition des opérateurs économiques les documents de la consultation accessibles depuis l'adresse du profil d'acheteur suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

### ■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation des Entreprises (DCE) est constitué des pièces ci-dessous :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ;
- L'acte d'engagement et son annexe financière « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) » ;
- Le cahier des clauses Administratives particulières (CCAP) n°GBM25015
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe 1\_plan\_SSI01-batF3-F35-F5
  - Annexe2\_plan\_SSI02-batF2
  - Annexe3\_plan\_SSI03-batY-YV
  - Annexe4\_plan\_SSI04-batYV-V1-V2-V3
  - Annexe5\_plan\_SSI05-SSIGeneral
- Un cadre de réponse technique ;
- Les formulaires « Lettre de candidature » (DC1) et « Déclaration du candidat » (DC2).

### ■ Modification de détail au dossier de consultation

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation **au plus tard 6 jours ouvrés avant la date limite de remise des offres**, la date d'envoi de la modification faisant foi. Si ces modifications interviennent plus tardivement, elles pourront, compte tenu de leur nature, donner lieu à un report de la date limite de remise des offres. L'acheteur informera les candidats de cet éventuel report. Les candidats devront répondre uniquement sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet. Par ailleurs, si la date limite de remise des offres devait être décalée dans le temps, les règles resteraient semblables.

### ■ Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements d'ordre administratif et technique sont formulées via l'onglet « Question » de la consultation sur la plate-forme, au plus tard six 6 jours calendaires avant la date de remise des offres. Seules sont traitées les questions déposées sur la plate-forme.

Le candidat rédige sa question ou joint un document contenant ses questions. La réponse est adressée en temps utile, à tous les candidats ayant retiré le DCE, au plus tard quatre 4 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

### ■ Modalités de remise des offres

Les offres doivent être déposées avant la date et heure limite indiquées en page de garde sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de préférence par voie électronique.

Il est signé selon les modalités prévues à l'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015.

Pendant la mise en concurrence, les contacts sont limités pour respecter l'égalité de traitement entre les entreprises candidates et la transparence de la procédure. Cependant, pour obtenir des informations complémentaires, il est possible de poser des questions à l'acheteur public avant la date limite et l'heure indiquées dans l'annonce et les documents de consultation.

Pour des raisons de transparence et de traçabilité, durant toute la procédure, les échanges avec l'acheteur se feront de manière électronique sur le profil d'acheteur. **Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs pouvant figurer dans les documents de consultation. Dans ce cas, l'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications avant la date limite de remise des offres.**

### ■ Remise des offres électroniques

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur. Le soumissionnaire reconnaît ainsi avoir pris connaissance du guide utilisateur mis à disposition sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission des plis avant la date et heure limite de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Le candidat devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi. Toute opération effectuée sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>, sera réputée manifester le consentement du candidat à l'opération qu'il réalise.

En cas de **difficulté quant à l'envoi d'une offre**, le candidat est invité à solliciter le service d'assistance en ligne accessible depuis le lien suivant : <https://www.marches-publics.gouv.fr> rubrique « Aide ».

**Le service de support est ouvert de 9h00 à 19h00 les jours ouvrés.**

Un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics. Ce service est joignable au 01 76 64 74 07.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil d'acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB), ou support papier.

**RC – Travaux de modification des systèmes de sécurité incendie sur le site de l'IGN à Villefranche sur cher (41)**

Cette copie doit être placée dans un pli scellé comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde »  
« **Travaux de modification des systèmes de sécurité incendie sur le site de l'IGN à Villefranche sur cher (41)** »  
« Nom du candidat »

Ce pli peut être adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-après.

**IGN**  
**Service des Achats et Marchés**  
**Département des marchés**  
**Bât. A – Pièce 178**  
**73, avenue de Paris**  
**94165 Saint-Mandé cedex**

Dans le cas où un même candidat présenterait à la fois une offre dématérialisée et une offre sur support physique non identifiable comme « copie de sauvegarde », il sera éliminé.

#### **Rappel aux candidats**

**Présentation du dossier de candidature et d'offre : Les pièces du dossier de candidature et d'offre ne doivent en aucun cas être toutes regroupées dans un seul fichier pdf. Chacune des pièces demandées doit faire l'objet d'un seul fichier à l'exception du mémoire technique et des annexes qui le composent.**

#### **■ Langue de rédaction des propositions et unité monétaire**

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

#### **■ Contenu des plis**

#### **Pièces de la candidature :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Conformément à l'article R2143-4 du Code de la commande publique, le [document unique de marché européen \(DUME\)](#) sera accepté : Accéder au « Service DUME ». Le candidat qui produit le DUME est autorisé à se limiter à indiquer dans le DUME qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci. Ce document unique de marché européen (DUME) rédigé en français, est ainsi remis en lieu et place des documents et renseignements ci-dessous demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

A défaut de produire le DUME, les candidats devront fournir les documents suivants :

<b>Pièces de la candidature</b>	<b>Descriptif</b>
Lettre de candidature (DC1)	Le formulaire à utiliser est fourni dans le dossier de consultation des entreprises (DCE)
Déclaration du candidat (DC2)	Le formulaire à utiliser est fourni dans le dossier de consultation des entreprises (DCE). <b>Le candidat doit renseigner les rubriques C1, E1 et F1 du DC2 et produire les renseignements demandés à la rubrique G1 du DC2.</b> Le cas échéant, il renseigne les rubriques E3, F4, G2 et H du DC2.
Attestation d'assurance	Attestation d'assurance couvrant les prestations objet du présent marché

**RC – Travaux de modification des systèmes de sécurité incendie sur le site de l'IGN à Villefranche sur cher (41)**

Pièces de la candidature	Descriptif
Pouvoirs	Justification des pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise ou les membres du groupement
Chiffre d'affaires	Déclaration du chiffre d'affaires global et de la part du chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles (cf. DC2/F1)
Moyens humains	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (cf. DC2/G1)
KBIS	Extrait K-bis, numéro d'inscription au Registre de la profession ou du commerce et des sociétés
Références du candidat	Liste de références sur les trois dernières années d'exercice précisant pour chaque contrat signé, le nom et l'adresse du client, la nature des travaux, la date d'exécution, les montants HT et TTC (cf. DC2/G1) - A recenser dans un tableau

**Les informations demandées ci-dessus sont obligatoires. En leur absence, l'IGN peut demander au candidat de compléter sa candidature dans un délai approprié.**

Il est utile de rappeler que conformément à l'article R2143-13, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans la candidature ou l'offre du soumissionnaire toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

Pour justifier de ses capacités professionnelles et techniques, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles et techniques d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existants entre cet opérateur et lui.

Les entreprises candidates nouvellement créées sont autorisées à justifier de leurs capacités techniques et professionnelles par d'autres moyens équivalents susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens humains et matériels.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre à l'acte d'engagement :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

#### **Pièces de l'offre :**

Pièces de l'offre	Descriptif
Acte d'engagement	L'acte d'engagement dûment renseigné et signé du soumissionnaire*
Annexe financière	Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dûment complétée ;
Mémoire technique	Le candidat devra remettre un mémoire technique dans lequel il présente sa société, son organisation, ses points forts ainsi que les dispositions qu'il se propose d'adopter pour l'exécution des prestations <b>et comprenant obligatoirement les éléments correspondants au cadre de réponse technique</b> . Le mémoire devra être présenté de façon à bien faire apparaître chacun des points demandés et dans l'ordre dans lequel ils sont mentionnés.
Attestation visite	Le certificat de visite signé, remis à l'issue de la visite.

*\* il est rappelé que la signature de l'offre (acte d'engagement et annexe) ne pourra être exigée que du seul candidat retenu à l'issue de la procédure.*



### Avertissement

✓ Tout dossier incomplet ou non conforme aux dispositions du présent RC peut entraîner l'irrecevabilité et le rejet de l'offre conformément aux dispositions de l'article R.2152-1 du code de la commande publique.

✓ Le candidat renseigne intégralement l'annexe financière. Les prix indiqués comprennent tous les frais afférents à l'exécution des prestations.

✓ Par la remise de son offre, le candidat s'engage à maintenir son offre pendant le délai de validité des offres mentionné au présent RC et, en cas d'attribution, à exécuter le marché dans les conditions financières et techniques de son offre.

✓ Si le candidat auquel le marché est attribué n'a pas signé son offre lors de son dépôt, celui-ci sera invité à transmettre les actes relatifs à l'offre dûment signés, dans un délai à compter de l'envoi du courrier d'attribution via la plate-forme. Si le candidat ne peut pas produire les actes demandés dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur, le marché ne lui sera pas notifié et son offre sera rejetée.

Le candidat dont l'offre est classée en deuxième position sera alors sollicité afin qu'il produise les documents nécessaires avant que le marché lui soit attribué.

## **ARTICLE 4 – ETUDE DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES**

### **■ Examen des candidatures**

Les candidatures sont évaluées au regard des capacités professionnelles, techniques et financières en application des articles R. 2142-1 à R. 2143-16 du code de la commande publique.

Conformément aux articles R. 2144-1 à R. 2144-7, le pouvoir adjudicateur vérifie les informations relatives aux candidatures à tout moment de la procédure et, au plus tard, avant l'attribution du marché.

- Capacités professionnelles : au regard des prestations équivalentes réalisées au cours des trois dernières années et des certificats de qualifications ;
- Capacités techniques : au regard des moyens humains et techniques dont le candidat dispose pour l'exécution du présent marché ;
- Capacités financières : au regard du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles et de la déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs est globale. Ainsi, il n'est pas exigé que chaque membre cotraitant dispose de l'ensemble des capacités requises pour l'exécution du marché.

Conformément aux dispositions de l'article R.2144-2, s'il est constaté que des pièces sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique.

La disposition ci-dessus est une possibilité à la discrétion du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat est invité à porter la plus grande attention dans la constitution de son dossier de candidature. A cet effet, chaque candidat peut utilement se reporter à l'annexe du présent RC.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter les candidatures incomplètes, non renseignées conformément aux dispositions du présent RC ou qui ne présentent pas les garanties suffisantes.

### **■ Examen des offres**

Après avoir éliminé les offres irrégulières (ou non régularisables), inacceptables ou inappropriés, le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères de jugement pondérés énoncés ci-dessous, dans les conditions prévues à l'article R2152-7 du Code de la commande publique :

<b>CRITERE N°1 - PRIX</b>	<b>40 points</b>
<b>SC1</b> - Montant total HT inscrit dans l'annexe financière – Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF).	40 points
<b>CRITERE N°2 – VALEUR TECHNIQUE</b>	<b>60 points</b>
SC1 – Moyens humains et techniques	15 points
SC2- Matériaux utilisés, fiches techniques	15 points
SC3 - Méthodologie et réalisation des travaux	12 points
SC4 - Planning	9 points
SC5 - Gestion de l'environnement	9 points
<b>TOTAL (CRITERES 1 + 2)</b>	<b>100 points</b>

Méthode de notation appliquée pour le critère prix :

Prix du candidat noté = barème de notation x (prix le plus bas/prix de l'offre examinée du candidat noté)

La présentation du bordereau quantitatif DPGF, chapitre par chapitre doit être conforme au modèle joint au dossier et chaque ligne doit être remplie avec quantité, prix unitaire et somme. Il doit être transmis au format Excel et format PDF lors de la remise des offres.

En tout état de cause, il est bien précisé que la décomposition justificative du prix global et forfaitaire n'est pas contractuelle et qu'à ce titre, elle n'a qu'une valeur purement indicative. Seuls les prix unitaires et le forfait total sont contractuels.

#### ■ Erreurs de calcul

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report dans l'offre financière pourront être rectifiées par l'acheteur. Le montant corrigé sera pris en considération pour le jugement des offres. Toutefois, si le candidat concerné était retenu, il serait invité à rectifier son offre pour la mettre en concordance avec le détail quantitatif estimatif (DQE). En cas de refus, son offre serait considérée comme incohérente et serait de fait irrecevable.

#### ■ Motifs de rejet des offres

Par principe, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables doivent être éliminées.

<b>MOTIFS DE REJET / Réf. articles du Code de la commande publique</b>	
Offre hors délai (R.2151-5)	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite, fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse (L.2152-5 et R.2152-6)	Une offre anormalement basse est une offre dont le prix est sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché. Dans ce cas, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre.
Offre inappropriée (L.2152-4)	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.

Offre irrégulière (L.2152-2)	L'offre ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation, en particulier parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.
Offre inacceptable (L.2152-3)	Le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché, déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

### ■ Négociation

A l'issue de la première analyse des offres, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, quel que soit le lot, de procéder à une phase de négociation avec les trois premiers candidats ayant présenté la meilleure offre.

La négociation sera conduite dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les candidats.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, tant financiers que techniques.

Les conditions précises de la négociation (début et terme de la phase de négociation, personne ou groupe responsable des négociations, points de négociation, etc.) seront établies avant le début des négociations et communiquées aux candidats.

La négociation pourra prendre la forme d'échanges électroniques ou d'entretiens physiques réalisés sur le site de l'IGN à Saint-Mandé.

Quelle que soit la forme de négociation employée, les échanges avec les candidats seront formalisés par écrit.

Le cas échéant, un « cadre de négociation » sera alors adressé au candidat récapitulant l'ensemble des points faisant l'objet d'une négociation. Le candidat transmettra ses réponses selon les délais prescrits par le maître d'ouvrage.

Les nouveaux éléments transmis par les candidats concernés feront l'objet d'une nouvelle analyse des offres. Enfin, le marché sera attribué à l'issue de cette analyse.

Toutefois et conformément à l'article R2123-5 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

## ARTICLE 5 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Toutes les demandes de renseignements complémentaires qui seraient nécessaires à la préparation des offres doivent être transmises via la plateforme <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

## ARTICLE 6 – ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Conformément à l'article L2152-7 du Code de la commande publique, le marché est attribué au soumissionnaire qui a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base d'un ou plusieurs critères objectifs, précis et liés à l'objet du marché ou à ses conditions d'exécution.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public doit prouver la régularité de sa situation au regard des obligations qui lui incombent en matière fiscale, sociale et de travail illégal. A cet effet, après en avoir été averti par le pouvoir adjudicateur, il devra produire, **dans un délai de 5 jours ouvrés**, les pièces délivrées par les administrations et organismes compétents dont voici la liste :

- une attestation de vigilance délivrée par l'Urssaf et datant de moins de six mois, prouvant qu'il est à jour de ses obligations de déclaration et de paiement des cotisations et contributions sociales et qu'il respecte les règles applicables en matière de lutte contre le travail dissimulé (une attestation de vigilance devra ensuite être fournie à l'IGN tous les 6 mois jusqu'à la fin du marché) ;
- une attestation de régularité fiscale prouvant qu'il est à jour du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public ;

- un document à jour de moins de trois mois justifiant de son immatriculation à un registre professionnel (le document devra être fourni s'il n'a pas déjà été transmis ou si le document déjà transmis date de plus de trois mois, à la date de la demande de l'IGN) ;
- l'attestation d'assurance visée à l'article 3 du présent règlement de la consultation ;
- le cas échéant, sur demande expresse de l'IGN, tout autre document justifiant qu'il n'entre dans aucun des motifs d'exclusions mentionnés aux articles L2141-1 à L2141-6 du Code de la commande publique.

Le défaut de présentation de ces documents par le candidat retenu, dans le délai imparti, entraînera le rejet de son offre. Le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire à son tour les pièces nécessaires. Le cas échéant, cette procédure est renouvelée jusqu'à épuisement des offres classées.

**En application du Code de la commande publique, la signature de l'acte d'engagement n'est plus requise lors du dépôt de l'offre à moins qu'elle ne soit exigée par l'acheteur (cf. article 3 du présent règlement de la consultation).**

**Le pouvoir adjudicateur utilisera donc le formulaire ATTR11 (acte d'engagement) signé du soumissionnaire lors du dépôt de son offre pour l'attribution du marché public.**

Il sera demandé, le cas échéant, au candidat retenu et/ou à ses sous-traitants en cas de paiement direct, de fournir un relevé d'identité bancaire.

Les pièces contractuelles du marché seront adressées par courrier électronique à l'attributaire. L'Accusé réception du courrier vaut notification officielle du marché.

Information des candidats non retenus : Les candidats non retenus sont informés par courrier transmis par voie électronique sur la plate-forme.

## **ARTICLE 7 – DROIT A L'INFORMATION ET RECOURS**

### **■ Information aux candidats et soumissionnaires évincés**

En application des articles R2181-1 et R2181-3 à R2181-4 du code de la commande publique, l'acheteur communique à tout candidat ou soumissionnaire écarté les motifs du rejet de sa candidature ou de son offre et, à tout soumissionnaire ayant fait une offre recevable, les caractéristiques et avantages de l'offre retenue ainsi que le nom de l'attributaire.

### **■ Recours dans le cadre d'une procédure adaptée**

<https://www.service-public.fr/professionnels-entreprises/vosdroits>

### **Saisine du juge administratif**

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de Paris.

**Tribunal Administratif de Paris**

7 rue de Jouy - 75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Site internet : <http://paris.tribunal-administratif.fr>

### ■ Règlement à l'amiable des litiges

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des différends compétent (articles R2197-1 à D2197-22 du Code de la commande publique) ou à la Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités - DREETS (<http://dreets.gouv.fr>).

## ARTICLE 8 – DONNEES PERSONNELLES

### ■ Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industriel et commercial. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure (y compris les autorités exerçant un contrôle sur l'IGN comme le Contrôle budgétaire et la Cour des Comptes).

### ■ Communication aux tiers

Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment appelés.

### ■ Droits d'accès, de rectification, de suppression

Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées, disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

### ■ Durée de conservation des données personnelles

Les données personnelles sont conservées au même titre que les pièces constitutives du marché et dans les mêmes conditions de conservation que celles prévues à l'article R2184-13 du Code de la commande publique.

#### **Documents et liens utiles :**

Code de la commande publique ([https://circulaires.legifrance.gouv.fr/codes/texte\\_lc/LEGITEXT000037701019/](https://circulaires.legifrance.gouv.fr/codes/texte_lc/LEGITEXT000037701019/))

Formulaires « Marchés publics » (<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>)

Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>)

CCAG-Travaux 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>)